



# Assemblée générale

Distr. générale  
2 juillet 2002  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-septième session

Point 113 de la liste préliminaire\*

### Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

## Services communs

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Conformément à la décision 55/469 de l'Assemblée générale en date du 12 avril 2001 et comme suite à son rapport du 9 octobre 2000 publié sous la cote A/55/461, le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée le présent rapport intérimaire sur les activités de l'Équipe spéciale chargée d'examiner la question des services communs.

L'Équipe spéciale, dont la création fait partie des mesures de réforme annoncées par le Secrétaire général en mars 1997, a continué de se réunir à la demande du Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui, en sa qualité de Coordonnateur des services communs, avec la participation de ses membres de base que sont l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Le Programme alimentaire mondial (PAM), le Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) participent à ces réunions en qualité d'observateurs. Le Coordonnateur bénéficie des concours d'un groupe d'appui aux services communs financé conjointement par les membres de base de l'Équipe spéciale. Celle-ci a continué d'obtenir des résultats concrets dans le cadre de quatre groupes de travail : gestion des archives et des dossiers; services de personnel; services d'achat; et services de voyages et de transports. Par ailleurs, les groupes de travail sur la gestion des installations et sur les services de sécurité et de sûreté se sont

\* A/57/50/Rev.1.



transformés en réseaux interorganisations, à savoir, respectivement, le Réseau interorganisations des responsables de la gestion des installations (INFM) et le Réseau des services de sécurité et de sûreté des Nations Unies (USSSNET). Le Groupe d'appui aux services communs, qui relève du Coordonnateur, a apporté un appui au Groupe des Nations Unies pour le développement, qui mène un projet pilote sur les services communs dans les bureaux de pays. Le Groupe d'appui apporte aussi en permanence un soutien aux initiatives relatives aux services communs prises ailleurs, notamment à Bangkok, Genève, Nairobi et Tokyo. L'Équipe spéciale a estimé que le Groupe d'appui financé conjointement, qui devait être dissous en août 2002, devrait être maintenu pendant une année supplémentaire pour mener à bien des initiatives conjointes dans les domaines de la gestion des archives et des dossiers et des services d'achat, ainsi que pour apporter un appui aux réseaux interorganisations.

L'Équipe spéciale n'envisage pas la poursuite du projet au-delà d'août 2003, date qui marque aussi l'achèvement du deuxième train de mesures de réforme du Secrétaire général concernant les services communs. L'Équipe spéciale continuera néanmoins de se réunir périodiquement pour s'assurer que les efforts touchant les services communs se poursuivent et que la coordination interinstitutions se renforce, notamment par l'élargissement des accords de mise en réseaux à d'autres domaines et par l'adjonction aux organisations sises à New York des institutions spécialisées et des institutions financières internationales et régionales.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–27	4
A. Historique .....	1–3	4
B. Équipe spéciale chargée des services communs .....	4–5	4
C. Groupes de travail sur les services communs .....	6–18	4
1. Gestion des archives et des dossiers .....	8–9	5
2. Achats .....	10–14	5
3. Gestion du personnel .....	15	5
4. Voyages et transports .....	16–18	6
D. Réseaux interorganisations .....	19–23	6
E. Groupe de travail sur la trésorerie .....	24	7
F. Partage et coordination .....	25–27	7
II. Activités futures .....	28–32	7
III. Conclusion .....	33	8
Annexe		
Groupes de travail techniques de l'Équipe spéciale chargée des services communs .....		9

## I. Introduction

### A. Historique

1. Le rapport du Secrétaire général du 14 juillet 1997 intitulé « Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes » (A/51/950) fixe le cadre officiel dans lequel s'insère l'initiative actuelle concernant les services communs. Dans son rapport sur l'examen des services communs (A/54/157), le Bureau des services de contrôle interne dressait la liste des difficultés qui pourraient être rencontrées dans la mise en oeuvre de l'initiative de réformes du Secrétaire général, compte tenu des différences dans les mandats et les modes de fonctionnement des organisations du système des Nations Unies, de la mentalité de « défense du territoire » qui y prévaut et du manque de coordination et d'interaction qui caractérise à l'occasion les rapports entre les hauts responsables de ces organisations.

2. Au départ, les initiatives relatives aux services communs étaient axées sur les organisations sises à New York et relevant directement du Secrétaire général. Une équipe spéciale interorganisations sur les services communs a été créée dans le cadre du deuxième train de mesures de réforme du Secrétaire général. La « stratégie pour les services communs », publiée en janvier 1998, continue de servir de directive générale pour les activités de l'Organisation dans ce domaine. L'état d'avancement de ces activités a fait l'objet d'un rapport du Secrétaire général daté du 9 octobre 2000 (A/55/461).

3. Comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa décision 55/469, le présent rapport a été établi pour informer les États Membres de la suite des progrès réalisés et de l'orientation future de l'Équipe spéciale chargée des services communs.

### B. Équipe spéciale chargée des services communs

4. L'Équipe spéciale chargée des services communs est toujours présidée par le Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui, en sa qualité de Coordonnateur des services communs. Les membres de base de l'Équipe sont, outre l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Le Programme alimentaire mondial (PAM), le Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA) participent aux travaux en tant que membres associés. Par ailleurs, le Bureau des affaires juridiques et le Bureau de la politique de gestion du Département de la gestion assistent également aux travaux en tant que membres associés.

5. Comme il est expliqué dans le rapport du Secrétaire général du 9 octobre 2000 (A/55/461), les organisations participantes à l'Équipe spéciale ont conclu pour une période de deux ans un arrangement de partage des coûts pour financer un groupe d'appui aux services communs au sein du bureau du Coordonnateur. Aux termes de cet accord, le Secrétariat de l'ONU finance 40 % des dépenses afférentes à ce groupe, tandis que les fonds et programmes participants se partagent les 60 % restants. Cet arrangement a été prorogé pour une année supplémentaire s'achevant fin août 2003 afin de mener à bien d'autres initiatives conjointes dans les domaines de la gestion des archives et des dossiers, des services de voyages et de transports et des services d'achat.

### C. Groupes de travail sur les services communs

6. Comme il est également expliqué dans le rapport du Secrétaire général (A/55/561, par. 15), l'Équipe spéciale chargée des services communs avait créé au départ 11 groupes de travail techniques sur les services juridiques; les services financiers (trésorerie); les services d'achat; les services d'imprimerie; la gestion des installations; les services de voyages et de transports; la gestion des archives et des dossiers; les services de sécurité et de sûreté; les services de personnel; le Système intégré de gestion (SIG); et les technologies de l'information et les télécommunications. Sur ces 11 groupes, 4 sont toujours opérationnels : gestion des archives et des dossiers; services d'achat; services de personnel; et services de voyages et de transports.

7. On trouvera dans l'annexe au présent rapport un tableau récapitulatif de la situation des groupes de travail techniques sur les services communs qui avaient

été présentés dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/55/461). Ce tableau a été révisé de manière à faire apparaître les résultats obtenus par chaque groupe de travail depuis sa création et ses activités futures.

### 1. Gestion des archives et des dossiers

8. Le programme d'élaboration de politiques et de procédures harmonisées d'analyses et de classification des documents d'archive des Nations Unies a été mis en route en août 2001. Son objectif est d'établir une base de données de référence sur tous les dossiers susceptibles d'être archivés qui existent au Secrétariat de l'ONU et dans les quatre organisations participantes, le but étant de définir une méthode commune d'identification des dossiers de base et d'établir des plans harmonisés de conservation et de destruction.

9. Par ailleurs, l'Équipe spéciale a élaboré un projet d'archives numériques qui doit être exécuté en trois phases. La première phase a débuté en août 2001 et doit permettre de passer en revue les études antérieures de l'ONU et d'établir un cahier des charges. La deuxième phase sera essentiellement consacrée à l'élaboration d'un plan stratégique et devrait débuter en août 2002. La dernière phase sera axée sur la mise en oeuvre de ce plan stratégique, y compris les matériels, logiciels et formations nécessaires.

### 2. Achats

10. Le Groupe de travail sur les achats se réunit désormais à l'initiative du Secrétariat de l'ONU. Il a passé des marchés à long terme pour l'achat groupé de biens ou de services (fournitures de bureau, location de photocopieuses, papier, services de téléphonie) et a négocié un marché mondial pour l'acheminement des expéditions. Il met actuellement au point de nouvelles demandes de proposition de prix communes pour les services de la SITA, les travaux d'impression et les achats de mobilier de bureau et d'équipement informatique courant (matériel et logiciels). L'ONU a autorisé d'autres organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées à bénéficier du marché à long terme qu'elle a conclu pour l'achat de logiciels antivirus. La Banque mondiale, le PAM, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Centre international de calcul des Nations Unies (CIC) à Genève, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

(UNOPS) et la Commission d'indemnisation des Nations Unies tirent parti de cet arrangement qui se traduit pour eux par des économies.

11. Le groupe de travail réfléchit également aux modalités de désignation d'un organisme chef de file pour la passation des marchés. Il rédige un projet de memorandum d'accord entre l'ONU, l'UNICEF, le FNUAP, le PAM et le HCR, dont l'objet est de définir un *modus operandi* et de désigner un chef de file pour chaque catégorie de biens ou de services, tels que transports, fournitures médicales, abris d'urgence et systèmes de communication sur le terrain.

12. Pour assurer le bon fonctionnement de ce dispositif, des critères d'évaluation des marchés et un protocole communs seront mis au point afin de garantir que les organisations participantes respectent les règles de contrôle arrêtées sur la base des dispositions financières révisées relatives aux marchés. Cette initiative est placée sous la direction du Secrétariat de l'ONU.

13. Le groupe de travail sur les achats a récemment lancé, à titre de projet pilote, un portail interinstitutions spécialisé (<<http://unbiz.un.int>>), qui est hébergé par le Secrétariat de l'ONU. Il suffit pour les fournisseurs éventuels de passer par ce portail consacré aux achats pour avoir accès aux pages pertinentes aux achats des sites Web des organisations et institutions participantes. Il est prévu de le perfectionner pour qu'il puisse servir ultérieurement à des transactions électroniques.

14. Le groupe poursuit sa collaboration avec le Groupe de travail interinstitutions sur les achats, avec lequel, entre autres initiatives, il s'efforce d'améliorer le professionnalisme des services d'achat en faisant suivre au personnel une formation qualifiante et diplômante.

### 3. Gestion du personnel

15. Le groupe de travail sur les services de personnel se réunit à l'initiative du Secrétariat de l'ONU. Depuis sa création, les organisations participantes sont convenues d'harmoniser les règles régissant les voyages à l'occasion du congé dans les foyers, les voyages en classe affaires et le versement de l'indemnité journalière de subsistance. Il a entrepris, sous la direction de l'UNICEF, d'harmoniser les prestations du personnel affecté sur le terrain dans des lieux d'affectation à haut risque, et s'intéresse

également à des aspects plus nouveaux de la gestion des ressources humaines, tels que l'emploi des conjoints, le télétravail, les services de garde d'enfants et le congé de paternité, qui concernent la recherche d'un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

#### 4. Voyages et transports

16. Le groupe de travail sur les voyages et les transports, qui se réunit à l'initiative de l'UNICEF, a fait porter l'essentiel de ses efforts sur la négociation d'un nouveau marché pour les services de voyage utilisés par les cinq organisations présentes à New York. Il a fallu demander des éclaircissements sur certaines clauses du contrat, ce qui en a quelque peu retardé la signature officielle. Mais celle-ci a finalement eu lieu et il est prévu que le groupe de travail et le prestataire se réunissent en septembre 2002 pour examiner la qualité des services fournis.

17. À la suite d'une décision récente de ses membres, le groupe étudie la possibilité de faire auditer les opérations du prestataire. Les vérificateurs seraient chargés d'examiner les accords que celui-ci a passés avec les compagnies aériennes pour s'assurer que l'ONU reçoit bien la part des commissions qui doit lui revenir aux termes du marché. C'est le PNUD qui coordonne cette initiative.

18. Le groupe de travail a l'intention de conclure un accord avec une société de cartes de crédit pour faciliter le paiement des sommes dues à l'agence de voyages et envisage de faire de même avec une société émettrice de cartes-voyage, en fonction des résultats d'une étude pilote réalisée par le PNUD. La négociation d'un marché global pour les déménagements et l'expédition des effets personnels devrait être menée à bien en novembre 2002. Le contrat définitif sera étendu aux institutions spécialisées qui ont demandé à y participer.

#### D. Réseaux interorganisations

19. Conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au sujet du Réseau d'échange d'informations sur la gestion des biens immobiliers hors siège (voir A/55/7/Add.1), une nouvelle entité connue sous le nom de Réseau interorganisations des responsables de la gestion des installations a été créée

en mars 2001, avec pour mandat de reprendre les fonctions précédemment confiées, respectivement, à l'ex-groupe de travail de la gestion des bâtiments et au réseau susmentionné. Le nouveau réseau, dont la coordination est assurée par le Secrétariat, réunit chaque année des représentants des fonds et programmes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des institutions financières internationales et régionales. Il a abordé diverses questions concernant les plans-cadres d'équipement, la sécurité et la sûreté des installations et locaux du siège des organismes participants, la budgétisation axée sur les résultats et la planification stratégique à long terme.

20. En 1999, l'Équipe spéciale a dissous le groupe de travail sur la sécurité et recommandé de le remplacer par un mécanisme plus large de consultations en réseau devant permettre aux organisations de débattre de questions concernant la sécurité des installations et locaux de leurs sièges respectifs. C'est ainsi qu'a été mis en place, en février 2001, le Réseau mondial interorganisations sur la sécurité, qui a mis au point et adopté des principes directeurs généraux concernant les compétences exigées des agents de sécurité, la formation professionnelle de ces agents et leur perfectionnement.

21. En 2001, le Comité de haut niveau chargé des questions de gestion a créé le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, dont la mission est d'aider le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité à coordonner les mesures prises par les organisations pour assurer la protection et la sécurité du personnel des bureaux extérieurs.

22. Le Coordonnateur des services communs a confirmé que la sécurité et la protection des installations et des locaux du siège des organisations était une responsabilité distincte de celles assumées par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, dont la mission était d'assurer la sécurité et la protection du personnel. Il fallait donc maintenir le Réseau mondial interorganisations sur la sécurité, qui est devenu le Réseau des services de sécurité et de sûreté des Nations Unies. Le nouveau Réseau a pour membres le Secrétariat de l'ONU, les commissions régionales, les tribunaux internationaux et les organes créés en vertu de traités. Les fonds et programmes, les institutions spécialisées, les institutions financières internationales et d'autres organisations internationales telles qu'Interpol y

participent en tant que membres associés. Lors de la réunion tenue en juin 2002, à Nairobi, les participants sont convenus d'initiatives concrètes et ont notamment décidé d'élaborer des manuels de formation des agents de sécurité, des principes directeurs pour l'organisation des carrières, un site Web interinstitutions, des critères de recrutement génériques, des listes types des mesures d'urgence, des normes de santé, des normes opérationnelles minima pour les installations et diverses modalités de consultation.

23. Dans l'ensemble, les organisations souhaitent renforcer leur collaboration car elles ont compris l'intérêt de travailler en réseau. Les demandes sont de plus en plus nombreuses dans le domaine de la gestion des archives et des dossiers et des services de voyage. L'Équipe spéciale étudiera la possibilité d'adopter les arrangements requis.

### **E. Groupe de travail sur la trésorerie**

24. Le groupe de travail sur la trésorerie (anciennement groupe de travail sur les services financiers) a été dissout en décembre 2001. Il avait élaboré et adopté une politique comme pour les placements à court terme et des directives générales définissant les pratiques optimales en matière de contrôle de l'émission de chèques et de gestion des espèces. Il avait été envisagé de créer un service commun chargé des tâches administratives liées à la gestion de la trésorerie mais cette proposition n'avait pas été jugée opportune et avait été abandonnée.

### **F. Partage et coordination**

25. L'Équipe spéciale continue d'apporter au Groupe des Nations Unies pour le développement, qui rassemble le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP et le PAM, tout l'appui nécessaire par les initiatives prises par ces organisations pour mettre en place des services communs dans les bureaux de pays. Cet appui continu a notamment consisté à aider le Groupe pour le développement à concevoir un cours de formation sur les services communs pour bureaux de pays dans le cadre d'un programme pilote couvrant huit pays. Un appui a été également accordé au premier atelier pilote sur les services communs dans les bureaux de pays organisé aux Philippines en février 2002.

26. En 2001, le coordonnateur a effectué une visite officielle à l'Office des Nations Unies à Nairobi pour s'enquérir de l'état d'avancement des initiatives locales de services communs. L'Office des Nations Unies à Nairobi a créé un comité administratif de coordination, coprésidé par l'Office et le PNUD et composé de représentants des fonds et programmes et des institutions spécialisées ayant des bureaux dans le complexe de Gigiri, à Nairobi. Les activités préliminaires, menées sous l'égide de l'ONU, ont essentiellement porté sur la sécurité, les services d'achat, les services médicaux, les technologies de l'information et les services juridiques. Des missions similaires ont été également effectuées en 2001 auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et de l'Université des Nations Unies, à Tokyo, pour soutenir les initiatives communes locales.

27. L'Équipe spéciale a apporté un appui d'ordre consultatif à l'Office des Nations Unies à Genève, qui s'est récemment doté d'un Comité de gestion interorganisations des utilisateurs des services communs, présidé par l'ONU et regroupant les chefs de secrétariat des organismes et institutions spécialisés à Genève. Ce comité a créé une Équipe spéciale sur les services communs à Genève, présidée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et chargée de superviser l'élaboration et la mise en oeuvre d'activités opérationnelles et de services techniques interorganisations.

## **II. Activités futures**

28. L'Équipe spéciale est convenue de proroger jusqu'en août 2003 l'arrangement actuel de partage des coûts afférents au Groupe d'appui aux services communs à New York, et a approuvé l'allocation de fonds supplémentaires au projet d'archives numériques et au portail d'achat interorganisations. L'Équipe spéciale doit mettre fin à cet accord de partage des coûts en août 2003 au plus tard. Les présidents des groupes de travail techniques continueront de superviser les activités des projets en cours avant de mettre progressivement fin aux fonctions desdits groupes. L'Équipe spéciale continuera de se réunir périodiquement pour superviser l'évolution des groupes de travail restants et examiner au cas par cas les demandes de financement supplémentaires d'activités précises qui ont donné concrètement des

résultats positifs et apporté des avantages vérifiables aux organisations concernées.

29. L'Équipe spéciale continuera de collaborer avec le Comité de gestion du Groupe des Nations Unies pour le développement à la mise en place de services communs au niveau des bureaux de pays. La coordination entre ces deux entités sera encore renforcée dans le cadre de l'application de la deuxième phase du plan de mise en place progressive de services communs élaboré par le Groupe. Cette phase est censée porter sur le développement des services communs dans les pays où sont représentés tout à la fois une commission régionale, le Département des opérations de maintien de la paix et le système des coordinateurs résidents.

30. On estime que l'heure est venue de procéder à un bilan de l'approche duelle associant l'Équipe spéciale chargée des services communs et le Comité de gestion du Groupe des Nations Unies pour le développement. Ces deux instances diffèrent certes par leur portée géographique mais elles regroupent les mêmes organisations et sont composées des mêmes membres. L'on gagnerait peut-être à envisager la création d'un groupe de coordination d'ensemble qui superviserait les initiatives en matière de services communs tant au Siège que dans les bureaux de pays.

31. Un programme général pour les services communs accélérerait l'harmonisation des politiques et procédures des organisations participantes. Il faciliterait la mise au point et l'application de politiques communes ainsi que de projets novateurs. Un organisme unique de coordination d'ensemble permettrait de faire en sorte que la coordination et l'exécution en commun, tant des politiques que des activités opérationnelles, s'insèrent dans une démarche programmatique intégrée. Fusionner l'Équipe spéciale chargée des services communs et le Comité de gestion du Groupe des Nations Unies pour le développement faciliterait le passage au niveau suivant des activités concernant les services communs des Nations Unies.

32. Le présent rapport constitue le couronnement du deuxième train de mesures (stratégie six) de l'initiative de réforme énoncée par le Secrétaire général dans le document A/51/950. Le rapport précédent du Secrétaire général (A/55/461) évoquait les limites d'une approche informelle, vu l'absence de directives précises des organes dirigeants des diverses organisations participantes. À l'inverse, les succès obtenus depuis

1997 sont le résultat d'une volonté effective et d'un effort de coopération de la part des organisations du système des Nations Unies, qui sont disposées à travailler ensemble et à étudier de nouveaux programmes de coopération. Les résultats obtenus dépassent toutes les attentes, surtout si l'on considère les obstacles importants énumérés dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne (A/54/157).

### III. Conclusion

33. Il est demandé à l'Assemblée générale de prendre note du rapport du Secrétaire général sur les résultats obtenus dans le cadre de l'application jusqu'à son terme du deuxième train de mesures relevant de l'initiative de réforme de 1997 du Secrétaire général concernant les services communs (stratégie six), y compris l'éventuel regroupement des initiatives prises dans ce domaine par l'Équipe spéciale chargée des services communs et par le Comité de gestion du Groupe des Nations Unies pour le développement.



## Annexe

### Groupes de travail techniques de l'Équipe spéciale chargée des services communs

<i>Groupe de travail</i>	<i>Présidence</i>	<i>Résultats obtenus (année)</i>	<i>Objectifs</i>
1. Gestion des archives et des dossiers	Secrétariat de l'ONU/UNICEF	1. Projet d'analyse des archives (2001) 2. Projet d'archives numériques, phase 1 (2001)	<i>En cours</i> : 1. projet d'archives numériques, phases 2 et 3; 2. Centre d'archives/recherche des Nations Unies
2. Gestion des installations	PNUD	1. Système Aperture link de gestion des locaux (2000) 2. Audits de la consommation d'énergie, politique commune de cession des ordinateurs personnels (2000)	<i>Dissous</i> , remplacé par le Réseau interorganisations des responsables de la gestion des installations
3. Trésorerie (ex-services financiers)	Secrétariat de l'ONU	1. Élaboration d'une politique de placement des liquidités des Nations Unies (2001) 2. Directives interorganisations sur la gestion de la trésorerie, les chèques et les opérations de change (2000)	<i>Dissous</i> en raison de manque d'intérêt manifesté par les fonds et programmes
4. Système intégré de gestion (SIG)	Secrétariat de l'ONU	Schéma directeur et structure de gestion des services communs pour le SIG, avec les fonds et programmes (2001)	<i>Achevé</i> , transformé en mécanisme de gestion des services communs; fonctions assurées par le SIG
5. Technologies de l'information et télécommunications (TIT)	Secrétariat de l'ONU		<i>Dissous</i> , remplacé par la nouvelle initiative sur les technologies de l'information et de la communication
6. Services d'imprimerie	Secrétariat de l'ONU		<i>Dissous</i> , en raison du manque d'intérêt manifesté par les fonds et programmes
7. Services de personnel	Secrétariat de l'ONU	Politique commune sur les droits du personnel en matière d'indemnités journalières de subsistance, de voyage en classe affaires et de période de congé dans les foyers (2000)	<i>En cours</i> – 1. harmonisation des dispositions de la série 300 du Règlement du personnel et des droits liés aux difficultés des conditions de vie et de travail; 2. moyens de concilier travail et vie privée

<i>Groupe de travail</i>	<i>Présidence</i>	<i>Résultats obtenus (année)</i>	<i>Objectifs</i>
8. Services d'achat	Secrétariat de l'ONU	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Révision des règles de gestion financière, règles relatives aux achats (1999)</li> <li>2. Divers contrats et services communs d'achat (1999-2001)</li> <li>3. Mise au point du portail électronique d'achat (2001)</li> <li>4. Contrat commun de services d'expédition de marchandises (2000)</li> </ol>	<i>En cours</i> – 1. arrangements pour la désignation d'organismes chefs de file en matière d'achat; 2. élaboration d'un portail (marché électronique); 3. formation de spécialistes des achats; 4. marchés conjoints
9. Services de voyages et de transports	UNICEF	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nouveau contrat pour les services de voyages des Nations Unies (2000)</li> <li>2. Harmonisation des droits en matière de voyage (2000)</li> </ol>	<i>En cours</i> – 1. système de carte de crédit d'entreprise; 2. système de carte-voyage
10. Services juridiques	Secrétariat de l'ONU		<i>Dissous</i> , autres arrangements client/utilisateur mis en place au Bureau des affaires juridiques
11. Services de sécurité et de sûreté	Secrétariat de l'ONU	Harmonisation de la politique relative aux uniformes, à l'emploi de la force et aux armes à feu (2000)	<i>Dissous</i> , remplacé par le Réseau des services de sécurité et de sûreté des Nations Unies